

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rentrée scolaire 2026-2027

Berne, le 13 août 2026.

Embargo au 13 août 2026 à 11h30

L'ÉCOLE DU XXI^E SIÈCLE DANS DES INFRASTRUCTURES DU XX^E SIÈCLE

À l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, le Syndicat des enseignant-es romand-es (SER) et l'Association faîtière des enseignantes et enseignants suisses (LCH) sonnent l'alarme : une grande partie des bâtiments scolaires suisses ne correspond plus aux exigences de l'école d'aujourd'hui. Méthodes pédagogiques évoluées, besoins d'inclusion renforcés, défis climatiques croissants – l'école a changé, ses murs peinent à suivre. Les deux organisations adressent quatre priorités concrètes aux autorités communales et cantonales, avec un message central : investir dans le patrimoine scolaire, c'est investir dans l'éducation.

Le parc scolaire suisse a été conçu pour répondre aux réalités du siècle passé. Ces bâtiments ont rendu d'immenses services – mais l'école a profondément changé. La question n'est plus de savoir si ces bâtiments ont rempli leur mission. Il s'agit de déterminer s'ils permettent encore d'y répondre.

Les bâtiments scolaires, un outil éducatif à part entière

Les conditions matérielles influencent directement les apprentissages, le bien-être des élèves et les conditions de travail du personnel scolaire. Qualité de l'air, acoustique, luminosité, flexibilité des espaces, accès à des extérieurs adaptés : ces paramètres ne sont pas des détails. Ce sont des leviers de réussite.

Le président du SER, David Rey, le souligne : « *Nous avons longtemps considéré les bâtiments scolaires comme des infrastructures. Il est temps de les considérer comme des outils éducatifs. La qualité des lieux dans lesquels les élèves apprennent influence directement la qualité de l'enseignement.* »

La chaleur : un révélateur, pas une exception

Les épisodes de chaleur rendent cette réalité particulièrement visible. Des études publiées dans des revues scientifiques de référence l'établissent clairement : lorsque les températures augmentent, les capacités de concentration et d'apprentissage diminuent. Or, de nombreux bâtiments scolaires suisses n'ont tout simplement pas été conçus pour faire face à des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes et intenses.

Le SER et la LCH soulignent en outre un manque de données : peu d'informations consolidées permettent aujourd'hui d'établir un état des lieux fiable des conditions climatiques dans les salles de classe suisses. Un suivi régulier des paramètres clés – température, humidité, qualité de l'air – constituerait un outil précieux pour orienter les décisions des autorités et planifier les investissements nécessaires.

Des mesures existent et doivent être priorisées : protection solaire, rafraîchissement nocturne, végétalisation des cours et des abords. Ces approches passives doivent s'imposer dès la conception ou

lors des rénovations. Faute de quoi, les établissements se retrouvent à gérer la chaleur par des ajustements organisationnels – une réponse par défaut, pas une politique.

Dans ce contexte, des pistes ont été évoquées au niveau national pour fixer des seuils de température critiques dans les salles de classe, à partir desquels les conditions d'enseignement devront être adaptées. La LCH préconise quant à elle, dans sa prise de position intitulée [«Hitzeschutz an Schulen»](#), une limite de 26 °C.

Quatre priorités pour l'école de demain

Le SER et la LCH appellent ainsi les autorités communales et cantonales à engager une réflexion de fond sur l'état et l'avenir du patrimoine scolaire. Ils formulent quatre priorités :

1. **État des lieux coordonné** du patrimoine scolaire suisse pour identifier les besoins de rénovation et d'adaptation des bâtiments.
2. **Intégration systématique** des besoins pédagogiques, climatiques et énergétiques dans les concours d'architecture et les projets de construction ou de rénovation.
3. **Association des utilisatrices et utilisateurs** – élèves, enseignant·es, personnel scolaire – à la conception des espaces qu'ils et elles occupent quotidiennement.
4. **Renforcement de la résilience climatique** des établissements, par la végétalisation, le suivi des conditions et les mesures de protection contre les fortes chaleurs.

Préparer l'avenir de l'école, c'est aussi préparer l'avenir de ses bâtiments.

Contact presse :

David Rey, président du SER

+41 79 371 69 74

d.rey@le-ser.ch

COMMUNIQUÉ DE PRESSE SUR L'ÉCOLE INCLUSIVE

Berne, le 13 août 2026

Veuillez respecter l'embargo jusqu'au 13 août 2026 à 11 h 30 !

Qu'en est-il de l'école inclusive ? Plus de 10 000 enseignants s'expriment

L'école inclusive fait l'objet d'un débat animé, certains allant même jusqu'à réclamer sa suppression. Jusqu'à présent, la voix de ceux qui mettent en œuvre l'enseignement inclusif au quotidien n'avait guère été prise en compte dans ce débat. Cela est désormais en train de changer. Pour la première fois, un sondage représentatif mené auprès d'enseignants de Suisse alémanique donne un aperçu de leur position.

Plus de 10'000 enseignants ont participé à ce sondage d'opinion sur le thème de l'école inclusive*. Il en ressort que 51 % y sont favorables, tandis que 48 % se montrent sceptiques et 1 % neutres. Les camps sont donc presque à égalité : « Ce scepticisme n'est toutefois pas le signe d'un manque de volonté, mais le résultat de ressources insuffisantes ou mal réparties », a déclaré Dagmar Rösler lors de la conférence de presse à Berne. La présidente de l'organisation faîtière des enseignantes et enseignants de Suisse (LCH) a également souligné l'importance des résultats représentatifs de ce sondage pour la suite du débat politique sur l'école inclusive. En effet, celui-ci est actuellement marqué par des demi-vérités et des cas isolés.

Le soutien est insuffisant

10'394 enseignants, pédagogues curatifs scolaires et membres du personnel thérapeutique des cycles 1 à 3, c'est-à-dire de l'école maternelle à la fin de la scolarité obligatoire, ont participé à l'enquête. « Nous ne parlons pas ici de voix isolées, mais d'une image très large et fiable du milieu professionnel », a déclaré Urs Bieri, de l'institut de sondage gfs.bern. C'est cet institut qui a mené l'enquête pour le compte de la LCH. En moyenne, les classes des enseignants interrogés comptent 18 élèves, dont sept présentent soit un diagnostic formel, soit d'autres besoins de soutien. Un soutien est certes proposé aux enseignants, mais 57 % des personnes interrogées le jugent insuffisant.

La charge de travail n'est toutefois pas répartie de manière uniforme : les enseignants titulaires trouvent l'école inclusive plus éprouvante que les personnes occupant des fonctions de soutien spécialisées. Autre constat frappant : « Ceux qui jugent le soutien suffisant évaluent plus positivement l'école inclusive », explique M. Bieri. Les enseignants interrogés estiment qu'il y a un retard à rattraper, notamment sur des aspects importants tels que la rapidité des diagnostics ainsi que les ressources financières, humaines et temporelles. Lorsque ces conditions sont remplies, ils perçoivent l'école inclusive de manière positive.

Sur le plan structurel, la mise en œuvre de l'école inclusive est bien avancée : 84 % des enseignants interrogés considèrent que l'intégration dans les classes ordinaires est une réalité. Certains effets escomptés – comme une plus grande égalité des chances – se font toutefois encore attendre, malgré une mise en œuvre bien avancée.

Cinq pistes pour améliorer la situation

« L'école intégrative en Suisse n'est pas un projet qui a échoué, mais un projet qui doit continuer à évoluer », souligne M. Rösler. Il faut que change le fait que ce sont les enseignants, en particulier les enseignants titulaires et ceux du premier cycle du secondaire, qui supportent actuellement cette charge supplémentaire. À partir des résultats de l'enquête, la LCH propose cinq pistes de solution.

1. **Accélération des processus** : trop de temps s'écoule entre la demande de soutien et la mise en œuvre des mesures. Il faut alléger la bureaucratie et établir des diagnostics rapides.
2. **Ressources flexibles** : actuellement, les ressources telles que le soutien en pédagogie curative sont presque exclusivement liées à des diagnostics formels. Il faut des modèles plus flexibles qui tiennent compte des besoins pédagogiques réels.

*Les médias et le monde politique utilisent principalement le terme « école intégrative ». L'association faîtière des enseignantes et enseignants de Suisse (LCH) a décidé de parler d'« école axée sur l'inclusion ». En effet, contrairement à l'intégration dans un système existant, l'inclusion consiste à orienter ce système dès le départ vers les besoins de tous. Par souci de clarté, le terme « école intégrative » est toutefois utilisé dans le cadre du présent communiqué de presse.

3. **Gestion de la taille et de la composition des classes** : dès que des enfants présentant des besoins d'accompagnement attestés ou des besoins supplémentaires importants sont intégrés, la taille de la classe doit être réduite.
4. **Renforcement des ressources en personnel et en temps** : disposer d'un personnel spécialisé en nombre suffisant et de temps consacré à la coopération sont les facteurs les plus déterminants pour une mise en œuvre réussie de l'école inclusive. L'accent devrait ici être mis sur l'allègement de la charge de travail des enseignants titulaires et des enseignants du premier cycle du secondaire.
5. **Structures séparées et temporaires** : des structures séparées, facilement accessibles, par exemple sous la forme d'« îlots scolaires », viennent en aide aux classes fortement surchargées. Les élèves qui perturbent les cours normaux peuvent y être orientés temporairement, jusqu'à ce qu'ils soient réintégrés dans leur classe d'origine.

L'avenir de l'école inclusive ne se joue pas sur la question de principe de savoir si, en tant que société, nous la voulons ou non. Il dépend de la volonté politique de créer enfin les conditions nécessaires à sa mise en œuvre effective. Le message adressé aux responsables politiques est clair : ceux qui prônent l'école inclusive doivent également la financer. Si ce n'est pas le cas, elle restera une promesse vide de sens, qui se fera systématiquement au détriment de la santé des enseignants et de la qualité de l'éducation de tous les enfants.

Coordonnées pour toute question
Dagmar Rösler, présidente de la LCH
T +41 79 866 54 43, d.roesler@LCH.ch

Urs Bieri, codirecteur de gfs.bern
T +31 311 62 07, urs.bieri@gfsbern.ch